

Claude Morin, *L'art de l'impossible : la diplomatie québécoise depuis 1960*, Montréal, Les Éditions du Boréal Express, 1987, 472 p.

Hélène Galarneau

Number 12, Fall 1987

Mouvements et acteurs

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/040573ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/040573ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

0711-608X (print)

1918-6584 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Galarneau, H. (1987). Review of [Claude Morin, *L'art de l'impossible : la diplomatie québécoise depuis 1960*, Montréal, Les Éditions du Boréal Express, 1987, 472 p.] *Politique*, (12), 132–138. <https://doi.org/10.7202/040573ar>

Claude Morin, *L'art de l'impossible: La diplomatie québécoise depuis 1960*, Montréal, Les Éditions du Boréal Express, 1987, 472 p.

Nul autre que Claude Morin ne fut mêlé plus étroitement, sur une période de vingt ans, à l'élaboration et à l'évolution des relations internationales du Québec. D'abord conseiller spécial du premier ministre Lesage puis sous-ministre des Affaires fédérales-provinciales et à partir de 1967 des Affaires intergouvernementales

sous les gouvernements Lesage, Johnson, Bertrand et brièvement sous Bourassa, il fut enfin ministre des Affaires intergouvernementales dans le gouvernement de René Lévesque de 1976 à 1982. Le témoignage qu'il apporte ici revêt donc d'emblée un intérêt particulier. Il avait déjà abordé le sujet des relations fédérales-provinciales dans deux ouvrages écrits au début des années soixante-dix, *Le combat québécois* et *Le pouvoir québécois*.

C'est la conclusion de l'entente Ottawa-Québec de novembre 1985 sur la participation au premier sommet francophone qui a incité l'auteur à écrire cet ouvrage qui retrace la longue marche du Québec vers l'accession à cette instance supérieure de la francophonie. Il y voit la consécration des longues années de lutte qu'a dû livrer le Québec à l'endroit d'un gouvernement fédéral résolu à l'en écarter. Son intention consiste précisément à faire état de cet affrontement fédéral-provincial pour en dégager les faits de nature politique qui révèlent d'une part les obstacles dressés par Ottawa devant les velléités québécoises en matière de relations internationales et, d'autre part, les appuis qui ont permis de les surmonter. Le Québec ayant souvent eu mauvaise presse au cours de ces nombreuses «guerres de drapeaux», Morin tient surtout à rétablir les faits.

Le livre est divisé en cinq parties; les trois premières relatent les événements entourant la signature des premières ententes internationales du Québec (1964-1967), ses premières participations à des conférences internationales (1968-69) et son accession à l'Agence de Coopération Culturelle et Technique (1969-1971), une quatrième est consacrée à la «situation originale» créée par l'exercice du pouvoir par un parti souverainiste et, la dernière, à l'évolution du projet de sommet francophone (1977-85). Morin raconte de façon vivante et avec cet humour particulier qui le caractérise le déroulement quasi-quotidien des interactions entre les acteurs en exposant les positions des Lesage, Johnson, Bertrand,

Gérin-Lajoie, Pearson, Martin et Cadieux. Il cite pour ce faire force documents inédits tels que la correspondance des premiers ministres, les documents du cabinet fédéral, la correspondance entre l'ambassade canadienne à Paris et le ministère des Affaires extérieures, ou avec les gouvernements étrangers. Une bonne part de l'intérêt du livre réside justement dans le dévoilement de documents émanant de l'administration fédérale, obtenus grâce aux nombreux contacts établis au fil des ans. Claude Morin analyse systématiquement l'esprit et la lettre de ces documents de façon à exposer les objectifs et les intentions des parties, particulièrement l'obstruction systématique du gouvernement fédéral aux diverses initiatives internationales du Québec. Signalons à titre d'exemple du type de documents cités cette note interne à l'usage du ministre canadien des Affaires extérieures de 1965 qui exprime les objectifs sous-tendant la décision fédérale de conclure des accords culturels avec la France et les pays francophones, politique adoptée en vue de faire échec aux intentions prêtées par Ottawa aux « technocrates québécois » (pp. 49-50). Morin appuie sur des textes semblables sa démonstration de la stratégie fédérale qui a consisté à tenter d'encadrer les activités extérieures du Québec, à assurer une présence fédérale importante au sein des institutions francophones et à inciter d'autres provinces à y participer de façon à banaliser la présence québécoise. Il réussit très efficacement à faire ressortir ainsi l'acharnement avec lequel le gouvernement fédéral s'est employé à écarter le Québec de la scène internationale et les démarches et arguments pour le moins surprenants utilisés à certaines occasions pour ce faire.

C'est dans l'esprit de la révolution tranquille qu'il faut situer l'origine des actions internationales du Québec qui répondaient, selon Morin, à un désir d'ouverture vers l'extérieur, à des besoins concrets notamment dans le domaine de l'éducation, à la nécessité de sauvegarder ses compétences constitutionnelles et à l'affirmation

de sa spécificité culturelle. Pour lui, le printemps 1965 constitue un point tournant dans l'attitude du gouvernement fédéral qui n'avait pas jusque-là cherché à empêcher l'ouverture de la Délégation générale du Québec à Paris par exemple, ou même la conclusion de la première entente avec la France. À ce moment, Paul Gérin-Lajoie exposait la thèse du prolongement international des compétences internes des provinces, qui servit de toile de fond à cette «phase plutôt juridique» des relations internationales du Québec, à laquelle allait succéder, avec la participation aux conférences francophones sur l'éducation, une phase «beaucoup plus politique» (p. 62).

Le rôle déterminant de la France, ce «complice extrêmement efficace pour guider dans des territoires piégés un Québec encore inexpérimenté et pour l'aider à prendre, au plan international, une place dont il n'aurait jamais pu rêver autrement» (p. 36) s'impose dans les deuxième et troisième parties. Son soutien actif permit en effet au Québec de participer directement pour la première fois à Libreville en 1968 aux Conférences des ministres de l'Éducation de la France et des pays africains francophones, malgré les représentations faites par Ottawa auprès des pays africains à l'effet que «toute invitation mal dirigée» serait interprétée comme une ingérence dans les affaires canadiennes (p. 119). Plus tard, ce fut encore une proposition française qui permit au Québec d'accéder en tant que gouvernement participant à l'ACCT. Toutes ces tractations, de même que le rôle joué par les personnalités étrangères, canadiennes ou québécoises, et les différentes ententes Québec-Ottawa qui en résultèrent sont exposés dans ces pages. Comme cela lui fut souvent reproché, Morin avoue ici que «la nature et la formulation des invitations au Québec ou au Canada — décisives alors — absorbèrent fatalement une bonne partie de notre attention: elles constituaient la substance de nos pourparlers avec les fédéraux et préoccupaient grandement ceux-ci. C'était à

travers des composantes de notre démarche et leurs maintes complications que nous mesurons le degré de réussite de nos efforts et la pertinence de leurs résultats. À cause des circonstances, notre horizon était nécessairement limité. Les succès du Québec nous semblaient inversement proportionnels à la dimension de la présence d'Ottawa. Peut-être cette évaluation des faits se fonderait-elle, par osmose pourrait-on dire, sur des critères fédéraux et formalistes?» (p. 176).

Une fois le parti québécois au pouvoir, outre la nécessité de corriger l'interprétation donnée à l'étranger par le gouvernement fédéral des «réalités constitutionnelles canadiennes», deux questions majeures auront marqué, selon Morin, la période 1976-1981. Il s'agit du projet de sommet francophone et des interventions auprès du gouvernement britannique en vue de faire échec au projet fédéral de rapatriement de la constitution canadienne. Dans cette quatrième partie couvrant les années où Claude Morin fut le titulaire du ministère des Affaires intergouvernementales, il cherche également à justifier la politique de «low profile» qu'il imposa alors, ainsi que l'extrême prudence manifestée par le gouvernement du PQ en matière de relations internationales. Son gouvernement choisit de s'inscrire dans la continuité des politiques de Lesage et de Johnson et de développer l'acquis en évitant autant que possible la confrontation. «À l'époque, dit-il, j'ai peut-être eu tort de ne pas faire suffisamment état en public de notre orientation en la matière; certains ont déduit que nous n'avions pas de politique» (p. 274). Effectivement, on aura noté ce souci obnubilant de ne prendre aucune initiative qui eut pu permettre au gouvernement fédéral d'accuser le Québec d'agir de façon incompatible avec son statut de province. Alors que l'auteur continue à souligner les éléments «révélateurs de mentalités et de méthodes» du gouvernement fédéral, son illustration devient répétitive et finit par lasser le lecteur. D'autant plus qu'avec la quatrième partie, le ton

s'alourdit. Morin éprouve de la difficulté, dans les deux dernières parties de l'ouvrage, à prendre de la distance par rapport aux événements, certes plus douloureux pour le père de l'étapisme, qui ont marqué ses années au pouvoir; les flèches deviennent acerbes et l'amertume perce. Il retrouve néanmoins son optimisme dans la victoire que constitue la participation du Québec au 1^{er} sommet francophone à Paris en 1986, situation que seul le départ de Pierre Trudeau et un changement de gouvernement à Ottawa rendirent possible.

Le récit de Claude Morin illustre fort bien les limites de la politique internationale du Québec et principalement la prépondérance de la dynamique fédérale-provinciale. L'impossibilité de voir les relations internationales en dehors du cadre paralysant des relations fédérales-provinciales aura marqué les vingt-cinq premières années de la politique extérieure québécoise. L'absence d'une vision d'ensemble des objectifs à moyen ou à long terme que pourrait se donner le gouvernement du Québec en matière de relations internationales ressort également de ce témoignage. En ce domaine, le gouvernement québécois, qui a entrepris au cours des années 80 de réfléchir sur sa politique internationale, aura plutôt pratiqué l'art du possible, exploitant les ouvertures qui se sont présentées de façon à occuper le terrain. Les contraintes d'un état fédéré doublées de l'opposition active du gouvernement fédéral, l'absence de tradition diplomatique, le manque d'outils également, sont autant d'éléments qui expliquent cette situation et qui sont exposés ici.

Cet ouvrage, qui relève de la chronique politique, s'avère indispensable à la compréhension de l'évolution des relations extérieures du Québec. L'auteur, qui s'en tient aux événements qu'il a vécus, a fort bien réussi à recréer l'atmosphère dans laquelle se sont inscrits les efforts québécois en vue de la conquête d'une voix qui lui soit propre sur la scène internationale, au point où

le récit prend parfois des allures de suspense. Le lecteur ne trouvera pas ici d'analyse de la substance des activités internationales entreprises depuis les années soixante, mais aura plutôt été plongé dans les coulisses de l'exploit...

Hélène Galarneau
Centre québécois de
relations internationales